

Lettre ouverte au Président de la République du Brésil à propos de Cesare Battisti

A Son Excellence Luís Inácio Lula da Silva, Président de la République du Brésil,

Votre Excellence a entendu les accusations graves qui pèsent sur Cesare Battisti, de terrorisme, de meurtres. Elle a aussi entendu ses défenseurs expliquer l'absence de preuves et de témoignages sur sa culpabilité, le rôle très douteux des « repentis » lors du procès, la suspicion qui entache de nombreuses pièces du dossier.

Vous avez entendu, Monsieur le Président, certains Italiens, de droite comme de gauche, réclamer l'extradition de cet homme. Leurs offensives médiatiques et diplomatiques ne laissent aucune place au doute et aux points de vue contradictoires. Cet acharnement soudain contre un homme dont ils ne se sont jamais souciés pendant tant d'années démontre bien que Cesare Battisti est devenu un strict enjeu politique et électoral. Pourquoi ne s'intéressent-ils pas, par exemple, à d'autres Italiens exilés, d'extrême-gauche et surtout d'extrême-droite, dont la responsabilité dans des attentats est avérée ?

Votre Excellence est le chef d'Etat d'un grand pays, le Brésil, et si elle a, dans un premier temps, accordé l'asile politique à Cesare Battisti, au vu de sa situation et conformément à la constitution de son pays, elle a aussi, dans un deuxième temps, vu le Tribunal Suprême se saisir de l'affaire, et des personnes tenter à leur tour d'en faire un enjeu de politique intérieure. Pour ces gens-là, une fois encore, le sort de l'homme importe peu.

Maintenant que le Tribunal Suprême a rendu son avis, la décision quant à l'avenir de Cesare Battisti vous appartient, à vous et à vous seul. Votre Excellence comprend que la grève de la faim qu'il a entamée n'était pas un chantage. Il s'agissait d'un acte de désespoir, œuvre d'un homme révolté par ce qu'il considère comme une grande injustice. Battisti proteste depuis des années, affirme qu'il n'a jamais dirigé l'organisation dont il faisait partie et qu'il n'a pas commis les crimes dont on l'accuse. Pourtant, on refuse de l'entendre, et il importe peu, semble-t-il, à ses accusateurs, qu'il soit coupable ou non. Pour eux, Battisti est avant tout un symbole. Et dans leurs propos, il n'est guère question de droit, mais plutôt de vengeance, cet ennemi de la justice.

Cette affaire Battisti provoque un grand malaise chez tous les êtres épris de justice et de liberté : peut-on condamner un homme et le laisser mourir, quoi qu'il ait fait, simplement parce qu'il est devenu depuis cinq ans un objet d'échanges, l'enjeu de querelles politiques et de tractations économiques, nationales et internationales qui le dépassent ? C'est bien là tout le contraire d'un point de vue humaniste.

L'engagement peut mener à la rébellion. La rébellion, lorsqu'elle échoue, peut mener en prison. La rébellion, lorsqu'elle est victorieuse, peut mener à la responsabilité politique. Et la politique mène par nécessité à des compromis. Cela, Monsieur le Président, nous le comprenons, comme nous comprenons que Votre Excellence soit confrontée à un problème complexe. C'est une grande responsabilité. C'est aussi un immense privilège devant la Justice et l'Histoire. En disant non à l'extradition de cet homme, vous pouvez repousser cette entreprise barbare qui voudrait que la vie d'un homme ne pèse rien lorsque des puissants, un Etat, voire une multitude appellent au sacrifice du bouc-émissaire.

Car vous savez, Monsieur le Président, que la personne de Cesare Battisti ne saurait se réduire à un symbole. Cesare Battisti est avant tout un être humain. A votre demande, il vient de cesser sa grève de la faim. Cela prouve qu'il a confiance en vous. Nous avons confiance, nous aussi. Car nous sommes persuadés que le Président de la République du Brésil ne laissera pas livrer cet homme à un pays qui réclame bien tardivement et trop férolement une injuste vengeance. Et l'Histoire s'en souviendra.

Nous prions Son Excellence de croire à toute notre admiration et à l'expression de notre très grand respect

Gérard Alle (écrivain, Comité de soutien à Cesare Battisti)
Jean-Pierre Dubois (Président de la Ligue des Droits de l'Homme)
Michel Tubiana (Président d'honneur de la LDH)